Mouvement des Entreprises de France

Assurance-chômage : stop au concours Lépine des idées absurdes

Publié le 29 septembre 2016

Le Medef a découvert stupéfait dans les colonnes du Parisien de ce matin, les réflexions du gouvernement visant à surtaxer les contrats courts et à déplafonner les cotisations chômage.

Surtaxer les contrats courts, alors que ces derniers correspondent d'une part à un besoin de flexibilité du marché du travail, et d'autre part à une attente de certains salariés, serait absurde et reviendrait à pénaliser des entreprises qui n'ont pas le choix.

Ces mesures seraient absurdes, contre-productives et néfastes pour les chômeurs et les salariés. Il s'agit visiblement de réflexions technocratiques qui ne prennent pas en compte la réalité du marché du travail.

Sur le fond :

- Déplafonner les cotisations chômage reviendrait à augmenter massivement le coût du travail sur certains salariés, notamment les plus hauts salaires, alors même que ces derniers ne bénéficient pas des baisses de charges engagées dans le cadre du pacte de responsabilité. A l'heure de l'avènement d'une société de la connaissance, et du développement du numérique, cette pénalisation accrue des emplois les plus qualifiés serait une erreur économique majeure et un drame pour l'attractivité de notre pays, notamment pour les domaines du numérique, de la finance, de l'industrie et de la recherche, alors même que le Brexit ouvre au contraire de nouvelles opportunités qu'il faudrait saisir.

- Surtaxer les contrats courts, alors que ces derniers correspondent d'une part à un besoin de flexibilité du marché du travail, et d'autre part à une attente de certains salariés, serait absurde et reviendrait à pénaliser des entreprises qui n'ont pas le choix. La faiblesse des réformes introduites dans la loi Travail, et notamment l'absence de plafonnement des indemnités prud'hommes, n'a pas résolu la peur de l'embauche qui existe chez les chefs d'entreprise.

Sur la forme, une telle décision unilatérale, sans concertation préalable, serait le signe clair du peu de considération que le gouvernement porte aux partenaires sociaux et aurait forcément des conséquences.

Le MEDEF s'inquiète que le gouvernement, à l'approche d'échéances électorales, semble tenté par une course en avant de mesures dogmatiques, médiatiques et… dramatiques sur le terrain.